

Politique de confidentialité d'Expression Coiffure

Table des matières

1.	<i>Entrée en vigueur et mise à jour</i>	2
2.	<i>Rôle de notre politique de confidentialité</i>	2
3.	<i>Définitions des termes</i>	3
4.	<i>Responsable de traitement</i>	4
5.	<i>Catégories de données concernées, source et situation de collecte</i>	5
6.	<i>Synthèse des traitements de données personnelles</i>	8
7.	<i>Caractère obligatoire ou facultatif des données collectées</i>	16
8.	<i>Les destinataires des données collectées</i>	17
9.	<i>Transferts de données hors de l'Union européenne</i>	19
10.	<i>Décisions automatisées et profilage</i>	20
11.	<i>Droits des personnes concernées</i>	20
12.	<i>Sécurité</i>	21
13.	<i>Gestion des violations de données personnelles</i>	21
14.	<i>Mesure d'audience</i>	22
15.	<i>Les cookies et autres traceurs</i>	23
16.	<i>Mise à jour de la politique de confidentialité</i>	23
17.	<i>Exercice des droits et réclamation auprès de la CNIL</i>	24

1. Entrée en vigueur et mise à jour

La présente politique de confidentialité, publiée sur le site <https://vpcoiffure.fr> est entrée en vigueur le 6 février 2026.

Sa dernière mise à jour a été effectuée le 29/04/26.

2. Rôle de notre politique de confidentialité

La présente politique de confidentialité a pour objet d'informer toute personne concernée, en toute transparence, sur la manière dont le responsable de traitement collecte et traite les données personnelles dans le cadre de l'utilisation du site, des échanges avec l'entreprise et, plus généralement, de toute relation avec ses services.

À ce titre, elle présente :

- les moyens utilisés pour collecter les données personnelles ;
- les raisons pour lesquelles ces données sont collectées ;
- la manière dont elles sont traitées ;
- les droits dont disposent les personnes concernées sur leurs données personnelles.

La présente politique de confidentialité est rédigée afin de fournir une information claire, concise et compréhensible sur la collecte et le traitement des données personnelles, afin de permettre à toute personne concernée de comprendre facilement l'ensemble des pratiques mises en œuvre à ce titre.

3. Définitions des termes

Utilisateur : désigne toute personne qui accède au présent site ou l'utilise, et dont les données personnelles peuvent être collectées à cette occasion.

Responsable de traitement : désigne la personne physique ou morale qui détermine les finalités et les moyens du traitement de données personnelles.

Prestataire : désigne toute personne physique ou morale qui fournit un service au responsable de traitement. Selon la nature de son intervention, le prestataire peut agir en qualité de sous-traitant ou, dans certains cas, en qualité de responsable de traitement distinct.

Sous-traitant : désigne toute personne physique ou morale qui traite des données personnelles pour le compte du responsable de traitement et sur instruction de celui-ci. À titre d'exemple, un hébergeur web peut agir en qualité de sous-traitant lorsqu'il traite des données pour le compte du responsable de traitement.

Donnée à caractère personnel : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement.

Finalité : désigne l'objectif poursuivi par la collecte et le traitement des données personnelles.

Base légale : désigne le fondement juridique qui autorise la collecte et le traitement des données personnelles.

Délais de prescription : désignent la durée au-delà de laquelle une action en justice n'est, en principe, plus recevable.

Profilage : désigne tout traitement automatisé de données personnelles consistant à utiliser ces données pour évaluer certains aspects relatifs à une personne physique, notamment pour analyser ou prédire ses préférences, ses intérêts, son comportement ou sa situation.

Décision entièrement automatisée : désigne une décision prise exclusivement sur le fondement d'un traitement automatisé, sans intervention humaine, et produisant des effets juridiques à l'égard d'une personne ou l'affectant de manière significative de façon similaire.

4. Responsable de traitement

Le responsable de traitement est Expression Coiffure, EURL, au capital social de 8000,00€, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Le Mans sous le numéro 441 987 716, dont le siège social est situé 14 rue Alphonse Leporche, 72430, Noyen-sur-Sarthe et portant le numéro de TVA FR29 441987716

Le responsable de traitement peut être contacté aux coordonnées suivantes :

- Adresse e-mail : contact@vpcoiffure.fr
- Numéro de téléphone : 02 43 95 92 76
- Adresse postale : 14 rue Alphonse Leporche, 72430, Noyen-sur-Sarthe

Le représentant légal de l'EURL Expression Coiffure est Valérie Pancelot.

5. Catégories de données concernées, source et situation de collecte

Des données personnelles peuvent être collectées dans le cadre de l'utilisation du site, de ses fonctionnalités, des échanges avec l'entreprise, de la souscription à ses services, de la relation contractuelle, de l'inscription à des communications d'information ou de prospection, ou encore lorsque des opérations techniques sont nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement du site.

Catégorie de données	Exemples	Source habituelle	Situation de collecte
Données d'identification et de contact	Nom, prénom, adresse e-mail, numéro de téléphone, adresse postale ; le cas échéant, raison sociale, nom de l'entreprise ou numéro SIRET lorsqu'ils se rapportent à une personne physique identifiable ou sont associés à un dossier client	Directement auprès de la personne concernée	Formulaire de contact, demande de devis, demande de renseignements, prise de rendez-vous, réservation, commande, échanges avec l'entreprise
Données liées à la demande	Objet de la demande, message, besoin exprimé, pièces transmises volontairement, contenu des échanges	Directement auprès de la personne concernée	Formulaire de contact, demande d'information, demande de devis, demande de rappel, échanges par courrier électronique ou par téléphone
Données de réservation et de prise de rendez-vous	Date, heure, créneau choisi, motif du rendez-vous, commentaires, historique de réservation	Directement auprès de la personne concernée et via les outils de réservation	Réservation en ligne, prise de rendez-vous, modification ou annulation d'un rendez-vous
Données contractuelles et de relation client	Devis, contrat, commandes, historique de relation, livrables, échanges de suivi, dossier client	Directement auprès de la personne concernée et via les outils métier	Exécution d'une prestation, relation contractuelle, suivi client, espace client, service après-vente
Données de facturation et de paiement	Adresse de facturation, références comptables, statut de paiement, identifiant de transaction, moyen de paiement tronqué	Directement auprès de la personne concernée et via les outils de paiement ou de facturation	Commande, paiement, facturation, remboursement, prestation payante
Données liées aux communications	Adresse e-mail, numéro de téléphone, préférences de communication, historique d'envoi, preuve de	Directement auprès de la personne concernée ou	Inscription à une newsletter, réception de communications

d'information et à la prospection commerciale	consentement, date de désinscription ou d'opposition	issues de la relation commerciale	d'information, campagnes marketing, prospection commerciale
Données liées à la participation à un événement ou à une opération promotionnelle	Inscription, présence, préférences de participation, réponses à une invitation, résultats d'un jeu ou concours	Directement auprès de la personne concernée	Inscription à un webinaire, atelier, événement, jeu-concours, offre promotionnelle
Données liées aux contenus transmis volontairement	Documents, pièces jointes, images, justificatifs, fichiers transmis via formulaire ou messagerie	Directement auprès de la personne concernée	Formulaire avec pièces jointes, demande de devis, candidature, transmission de documents
Données liées au recrutement	CV, lettre de motivation, parcours professionnel, diplômes, références, disponibilité	Directement auprès de la personne concernée	Formulaire de candidature, envoi spontané d'une candidature, processus de recrutement
Données techniques et de sécurité	Adresse IP, journaux techniques, horodatages, type d'appareil, navigateur, système d'exploitation, événements techniques	Collecte automatique via le site, le serveur ou les outils de sécurité	Navigation sur le site, utilisation des services, maintenance, journalisation, sécurisation du site
Données de navigation et de mesure d'audience	Pages consultées, parcours, temps passé, identifiants techniques, statistiques agrégées, clics, provenance de la visite ; le cas échéant, localisation approximative	Collecte automatique selon la configuration des traceurs	Navigation sur le site, utilisation des fonctionnalités, mesure d'audience, analyse de performance
Données liées aux cookies et autres traceurs	Choix de consentement, identifiants de traceurs, preuve du consentement ou du refus, préférences de dépôt	Collecte automatique ou directement auprès de la personne concernée via le bandeau de gestion des traceurs	Acceptation, refus ou paramétrage des cookies et autres traceurs
Données de personnalisation et de préférences	Langue, préférences de navigation, préférences de contenu, choix d'affichage, centres d'intérêt	Directement auprès de la personne concernée ou collecte automatique selon les réglages	Paramétrage du site, personnalisation de l'expérience utilisateur, préférences enregistrées
Données relatives à l'exercice des droits	Identité, coordonnées, objet de la demande, justificatifs éventuellement requis, réponse apportée, suivi du traitement	Directement auprès de la personne concernée	Exercice des droits prévus par la réglementation applicable en matière de protection des données

			personnelles
Données relatives aux obligations légales et contentieuses	Pièces justificatives, échanges liés à un litige, éléments de preuve, décisions, données de suivi juridique	Directement auprès de la personne concernée, via les outils métier ou les conseils de l'entreprise	Gestion d'un litige, conservation probatoire, respect d'une obligation légale ou réglementaire

Selon les cas, les données personnelles sont collectées directement auprès de la personne concernée, automatiquement lors de l'utilisation du site, ou indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire technique ou d'un partenaire, lorsque cette situation correspond effectivement aux services proposés.

Lorsque les données personnelles ne sont pas collectées directement auprès de la personne concernée, le responsable de traitement l'informe, selon les cas, de la catégorie de données concernée, de leur source, ainsi que, lorsque cela est possible, de la source précise ou de la catégorie de source concernée, dans les conditions et délais prévus par la réglementation applicable.

6. Synthèse des traitements de données personnelles

Lecture pratique :

La **base active** correspond à la période pendant laquelle les données sont utilisées dans les opérations courantes.

L'**archivage intermédiaire** vise la conservation séparée, limitée et justifiée des données lorsque des obligations légales, comptables, probatoires ou contentieuses l'imposent.

Traitement ou finalité	Données concernées	Base légale	Conservation en base active	Archivage intermédiaire	Destinataires principaux
Établissement d'un devis, audit, cadrage, étude de faisabilité ou préparation d'une prestation	Coordonnées, besoin exprimé, informations relatives à l'activité professionnelle du client, échanges préparatoires, documents utiles à l'étude du dossier	Article 6.1.b du RGPD (exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée)	Pendant la phase d'étude puis jusqu'à 3 ans à compter du dernier contact utile en l'absence de contractualisation	Jusqu'à 5 ans à des fins probatoires si un litige est raisonnablement envisageable	Personnel habilité, CRM éventuel, prestataire d'hébergement, outils de devis ou de gestion commerciale
Gestion de la relation client et exécution du contrat	Identité, coordonnées, informations liées à l'activité professionnelle du client, éléments contractuels, historique client, rendez-vous, livrables, échanges de suivi	Article 6.1.b du RGPD (exécution du contrat ou mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée)	Pendant toute la relation contractuelle puis jusqu'à 3 ans d'inactivité commerciale pour le suivi courant de la relation client	Jusqu'à 5 ans à compter de la fin de la relation contractuelle pour la preuve ou la défense en justice, sauf durée spéciale plus longue	Personnel habilité, outils métier, hébergeur, prestataires strictement nécessaires à l'exécution des services

Réponse aux demandes adressées via le formulaire, par courrier électronique, par téléphone ou par tout autre canal de communication	Identité, coordonnées, contenu de la demande, pièces éventuellement transmises, historique des échanges	Article 6.1.b du RGPD (exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée) lorsque la demande s'inscrit dans une prise de contact en vue d'une prestation ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à répondre aux sollicitations reçues, assurer le suivi des échanges et traiter les demandes adressées à l'entreprise	Jusqu'à 3 ans à compter du dernier contact utile émanant de la personne concernée, sauf suppression anticipée ou conclusion d'un contrat	Jusqu'à 5 ans si nécessaire pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice	Personnel habilité, hébergeur, messagerie, prestataire de maintenance
Prise de rendez-vous ou réservation en ligne	Nom, adresse e-mail, numéro de téléphone, créneau choisi, motif du rendez-vous, commentaires éventuels	Article 6.1.b du RGPD (exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée) lorsque la prise de rendez-vous ou la réservation intervient en vue d'une prestation ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à organiser son agenda, gérer les réservations, éviter les	Jusqu'à la réalisation du rendez-vous ou de la réservation puis, en l'absence de suite, jusqu'à 3 ans à compter du dernier contact utile	Jusqu'à 5 ans si le rendez-vous ou la réservation s'inscrit dans un dossier précontentieux ou contentieux	Personnel habilité, outil de réservation, hébergeur, messagerie

		doublons et assurer le suivi des demandes			
Facturation, comptabilité et respect des obligations légales	Identité, coordonnées, données de facturation, historique de paiement, références comptables, justificatifs	Article 6.1.c du RGPD (respect d'une obligation légale)	Pendant le traitement administratif courant puis jusqu'à la clôture de l'exercice comptable concerné	10 ans pour les pièces comptables et justificatives lorsque cette durée est applicable	Personnel habilité, expert-comptable, outil de facturation, administration ou autorités compétentes si nécessaire
Inscription volontaire à une newsletter ou à des communications d'information	Nom, adresse e-mail, préférences de communication, preuve du consentement, historique des envois, date de désinscription	Article 6.1.a du RGPD (consentement de la personne concernée)	Jusqu'au retrait du consentement ou, au plus tard, 3 ans à compter du dernier contact actif émanant de la personne concernée	Conservation minimale des informations d'opposition ou de désinscription sur une liste de suppression pendant 3 ans	Personnel habilité, prestataire d'e-mailing, CRM, hébergeur
Prospection commerciale auprès de clients existants pour des produits ou services analogues	Nom, adresse e-mail, historique de relation commerciale, préférences, date d'opposition	Article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à promouvoir auprès de ses clients existants des produits ou services analogues à ceux déjà fournis, sous réserve du respect de leur droit d'opposition simple et gratuit	Jusqu'à l'opposition de la personne concernée ou, au plus tard, 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale active	Conservation minimale des informations d'opposition sur une liste de suppression pendant 3 ans	Personnel habilité, prestataire d'e-mailing, CRM, hébergeur
Organisation d'événements, webinaires, ateliers, opérations	Identité, coordonnées, informations d'inscription, présence, réponses à une invitation, données liées à la participation	Article 6.1.b du RGPD (exécution de mesures précontractuelles ou fourniture du service demandé) lorsque	Pendant l'organisation de l'événement ou de l'opération puis jusqu'à 3 ans à compter du dernier	Jusqu'à 5 ans si nécessaire à des fins probatoires, notamment en cas de	Personnel habilité, outil d'inscription, prestataire événementiel, CRM, hébergeur

promotionnelles ou jeux-concours		l'inscription résulte d'une demande de la personne concernée ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime) ou article 6.1.a du RGPD (consentement) selon les modalités de participation et de communication associées	contact utile	contestation relative à l'opération	
Réception et traitement de contenus transmis volontairement	Identité, coordonnées, documents, pièces jointes, images, justificatifs, contenus transmis par formulaire ou messagerie	Article 6.1.b du RGPD (mesures précontractuelles ou exécution du contrat) lorsque l'envoi intervient dans le cadre d'une demande ou d'une prestation ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement)	Pendant le traitement de la demande, du dossier ou de la prestation concernée puis selon la durée applicable au traitement principal auquel ces contenus se rattachent	Archivage aligné sur la finalité principale du dossier concerné ou jusqu'à 5 ans si une conservation probatoire est nécessaire	Personnel habilité, hébergeur, messagerie, outils métier concernés
Gestion des candidatures et recrutement	Identité, coordonnées, CV, lettre de motivation, parcours professionnel, diplômes, références, disponibilité, notes d'entretien	Article 6.1.b du RGPD (mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée) pour le traitement de la candidature ; à défaut, article 6.1.a du RGPD (consentement) pour la conservation du dossier	Pendant la durée du processus de recrutement. En cas d'issue négative, conservation du dossier pendant 2 ans maximum à compter du dernier contact avec le candidat, sous réserve de la	Conservation limitée des éléments strictement nécessaires à la preuve du processus de recrutement ou à la gestion d'un contentieux,	Personnel habilité, service RH, outil de recrutement, hébergeur, prestataire RH éventuel

		au-delà du processus de recrutement lorsque ce consentement est requis	réglementation applicable et du consentement lorsque requis	pendant la durée de prescription applicable	
Envoi de notifications transactionnelles, confirmations, rappels et messages de service	Identité, coordonnées, informations relatives à la commande, au rendez-vous, au compte ou à la prestation, historique d'envoi	Article 6.1.b du RGPD (exécution du contrat ou fourniture du service demandé) ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) lorsque ces messages sont strictement nécessaires à l'information de la personne concernée sur un service en cours	Pendant la relation contractuelle, la prestation, la commande ou la gestion du compte concernés	Archivage aligné sur le traitement principal auquel la notification se rattache ou jusqu'à 5 ans à des fins probatoires si nécessaire	Personnel habilité, prestataire d'envoi d'e-mails ou de SMS, CRM, hébergeur
Gestion d'un programme de fidélité, de parrainage ou d'avantages client	Identité, coordonnées, historique d'achat ou de relation, points, avantages acquis, données de parrainage	Article 6.1.b du RGPD (exécution du contrat ou fourniture du service demandé) lorsque la personne adhère au programme ; à défaut, article 6.1.a du RGPD (consentement) ou article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime) selon la configuration retenue	Pendant la durée d'adhésion au programme puis jusqu'à 3 ans à compter de la fin de la relation active	Jusqu'à 5 ans si nécessaire à la preuve des avantages accordés, à la gestion d'une contestation ou à la défense de droits	Personnel habilité, CRM, outil de fidélité, hébergeur, prestataires techniques concernés
Mesure d'audience exemptée de consentement	Données de navigation strictement nécessaires à la production de statistiques de fréquentation, identifiants	Article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à disposer de statistiques strictement	Durée de vie des traceurs limitée à 13 mois maximum, sans prorogation automatique lors des	Aucun archivage intermédiaire nominatif en principe ; seules des statistiques	Personnel habilité, prestataire d'audience exploité pour le compte exclusif de

	techniques limités, pages consultées, temps passé, événements de consultation, type d'appareil, navigateur	nécessaires au pilotage, à l'amélioration et à la sécurisation fonctionnelle du site, combiné au recours à des traceurs exemptés de consentement lorsque les conditions applicables sont effectivement remplies	nouvelles visites ; données de mesure d'audience conservées 25 mois maximum	agrégées ou anonymisées peuvent être conservées au-delà si elles ne permettent plus d'identifier les personnes	l'éditeur, hébergeur
Personnalisation de l'expérience utilisateur et mémorisation des préférences	Préférences de navigation, langue, choix d'affichage, préférences de contenu, paramètres enregistrés	Article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) lorsque cette personnalisation repose sur des réglages strictement nécessaires ou sur des fonctionnalités demandées par la personne concernée ; à défaut, article 6.1.a du RGPD (consentement) lorsque des traceurs soumis à consentement sont utilisés	Pendant la durée nécessaire à la fourniture de la fonctionnalité ou selon la durée paramétrée pour les préférences enregistrées	En principe, aucun archivage intermédiaire nominatif ; suppression ou anonymisation à l'issue de la durée utile	Personnel habilité, hébergeur, prestataire technique, outil de personnalisation éventuel
Sécurisation du site, prévention des abus, prévention de la fraude, journalisation et maintenance	Adresse IP, identifiants techniques, journaux d'accès, événements de sécurité, traces d'administration, indices de fraude ou d'activité suspecte	Article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à assurer la sécurité du site, à prévenir les accès illicites, les usages abusifs, les incidents	6 mois maximum pour les journaux techniques et de sécurité courants, sauf nécessité particulière dûment justifiée	En cas d'incident, de tentative d'intrusion, d'alerte de sécurité, de suspicion de fraude ou de contentieux, les	Personnel habilité, hébergeur, infogérance, prestataires de sécurité, prestataires de paiement ou de maintenance si

		techniques et, le cas échéant, la fraude, à maintenir la disponibilité du service et à préserver l'intégrité des systèmes et des données		éléments strictement nécessaires à la preuve et à l'analyse peuvent être conservés jusqu'à 12 mois supplémentaires, puis supprimés ou anonymisés, sauf obligation légale ou contentieuse plus longue	nécessaire
Gestion des demandes d'exercice des droits RGPD	Identité, coordonnées, objet de la demande, justificatifs éventuellement requis, réponse apportée, suivi du traitement	Article 6.1.c du RGPD (respect d'une obligation légale) combiné aux obligations prévues par la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles	Le temps du traitement de la demande puis conservation utile à la traçabilité du respect des obligations	Jusqu'à la prescription applicable ou aussi longtemps qu'une contestation peut raisonnablement être invoquée	Personnel habilité, conseil ou prestataire intervenant dans le traitement de la demande si nécessaire
Gestion des impayés, recouvrement amiable, médiation et contentieux	Identité, coordonnées, données de facturation, historique de paiement, échanges relatifs au litige, pièces justificatives, éléments utiles à la preuve	Article 6.1.c du RGPD (respect d'une obligation légale) lorsque des obligations particulières s'appliquent ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à assurer la défense de ses droits, le recouvrement des	Pendant le temps nécessaire au traitement du dossier concerné	Jusqu'à l'expiration des délais de prescription ou de conservation légalement applicables	Personnel habilité, conseil juridique, expert-comptable, service de médiation, huissier, autorités compétentes, juridictions si nécessaire

		sommes dues et la gestion des différends			
Gestion des obligations légales, conservation probatoire et contentieux	Identité, coordonnées, pièces justificatives, données utiles à la preuve, échanges liés à un litige, décisions, éléments de suivi juridique	Article 6.1.c du RGPD (respect d'une obligation légale) lorsque la conservation répond à une obligation légale ; à défaut, article 6.1.f du RGPD (intérêt légitime du responsable de traitement) à assurer la défense de ses droits et la gestion des contentieux	Pendant le temps nécessaire au traitement du dossier concerné ou au respect de l'obligation applicable	Jusqu'à l'expiration des délais de prescription ou de conservation légalement applicables	Personnel habilité, conseil juridique, expert-comptable, autorités compétentes, juridictions si nécessaire

7. Caractère obligatoire ou facultatif des données collectées

Lorsque des données personnelles sont collectées au moyen des formulaires présents sur le site, le caractère obligatoire ou facultatif des informations demandées est indiqué au moment de la collecte.

Les champs signalés par un astérisque sont obligatoires. Ils sont nécessaires au traitement de la demande concernée, à la prise de contact, à l'établissement d'un devis, à l'exécution d'une prestation ou, plus généralement, à la fourniture du service demandé.

À défaut de renseignement des champs obligatoires, le responsable de traitement peut ne pas être en mesure de traiter la demande ou de fournir le service concerné dans des conditions normales.

Les champs qui ne sont pas signalés comme obligatoires sont facultatifs. Leur absence n'empêche pas nécessairement le traitement principal de la demande, mais peut limiter la qualité, la précision ou la personnalisation de la réponse apportée.

8. Les destinataires des données collectées

Les données personnelles sont destinées au responsable de traitement ainsi qu'aux personnes dûment habilitées à en connaître, dans la limite de leurs attributions respectives et pour les seules finalités décrites dans la présente politique de confidentialité.

Elles peuvent également être transmises à des prestataires agissant pour le compte du responsable de traitement, à des tiers intervenant dans la fourniture des services proposés, ainsi qu'à des autorités, conseils ou organismes habilités lorsque la loi l'exige ou lorsque cette transmission est nécessaire à la défense des droits et intérêts du responsable de traitement.

Les données personnelles ne sont communiquées qu'aux seuls destinataires ayant besoin d'en connaître pour les finalités poursuivies.

Lorsque des prestataires interviennent pour le compte du responsable de traitement, ceux-ci agissent dans le respect de la réglementation applicable et, lorsqu'ils interviennent en qualité de sous-traitants, conformément aux instructions qui leur sont données.

Catégorie de destinataire	Exemples	Nature de l'intervention / Finalité de la transmission
Responsable de traitement et équipes internes habilitées	Direction, service commercial, service administratif, support, personnes chargées du suivi client	Gestion administrative et commerciale, suivi des demandes, exécution des prestations, facturation, support, gestion des droits, sécurité
Prestataires techniques d'hébergement, d'infogérance, de maintenance et de sécurité	Hébergeur, infogérance, maintenance technique, sécurité, sauvegarde, CDN, prestataire de supervision	Hébergement du site, maintenance, sécurité, sauvegarde, disponibilité du service, prévention des incidents, support technique
Prestataires de messagerie et de communication	Messagerie professionnelle, outil de communication transactionnelle, prestataire d'envoi de courriels ou de SMS	Envoi, réception et gestion des échanges ; notifications transactionnelles ; rappels ; communication avec les personnes concernées
Prestataires de paiement, de facturation et de comptabilité	Prestataire de paiement, outil de facturation, expert-comptable, solution comptable	Paieement, facturation, remboursement, tenue de la comptabilité, respect des obligations fiscales et comptables
Prestataires d'e-mailing, de marketing et de prospection	Outil d'e-mailing, marketing automation, CRM marketing, solution SMS marketing	Envoi de newsletters, communications d'information, campagnes marketing,

		prospection commerciale, gestion des désinscriptions
Prestataires de mesure d'audience, de gestion des traceurs et d'anti-spam	Outil d'audience, solution CMP, captcha, anti-spam, outil de performance	Mesure d'audience, gestion du consentement, prévention des messages automatisés, sécurité et amélioration du site
Conseils, assureurs, médiateurs, prestataires de recouvrement et auxiliaires de justice	Avocat, conseil juridique, assureur, médiateur, société de recouvrement, huissier	Défense des droits, gestion des litiges, recouvrement, médiation, conseil, couverture assurantielle
Autorités administratives, fiscales, sociales ou judiciaires	Administration fiscale, autorités de contrôle, juridictions, organismes publics compétents	Respect des obligations légales, réglementaires ou judiciaires ; transmission imposée par la loi ou nécessaire à la défense des droits
Acquéreur, repreneur, investisseur ou entité issue d'une opération sur l'activité	Acquéreur du site ou de l'activité, société absorbante, repreneur, investisseur	Réorganisation, cession, fusion, acquisition, transmission d'activité, sous réserve du respect de la réglementation applicable

Principaux prestataires susceptibles d'intervenir

À la date de dernière mise à jour de la présente politique, les principaux prestataires susceptibles de traiter des données personnelles pour le compte du responsable de traitement sont, selon les services effectivement utilisés sur le site :

- hébergement : **o2 Switch** – [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- messagerie : **Orange** – [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- solution d'e-mailing : **Brevo** - [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- paiement : **Crédit Agricole** – [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- CRM / gestion commerciale : **Brevo** - [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- mesure d'audience : **Matomo** – [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- maintenance / support : **ÉvidenceWP** – [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- stockage / sauvegarde : **Scaleway** – [lien vers la politique de confidentialité](#) ;
- comptabilité / facturation : **Arcogest** – [lien vers la politique de confidentialité](#).

Cette liste est fournie à titre d'information et peut évoluer selon les services effectivement utilisés sur le site.

9. Transferts de données hors de l'Union européenne

Les données personnelles sont traitées en priorité au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lorsque le recours à un prestataire, à un service technique ou à un outil utilisé dans le cadre du site implique néanmoins un accès aux données depuis un pays situé hors de l'Espace économique européen ou un hébergement dans un tel pays, le responsable de traitement veille à ce que ce transfert repose sur un mécanisme juridique approprié, conformément aux articles 44 à 49 du Règlement (UE) 2016/679.

Selon les cas, ce mécanisme peut notamment reposer sur :

- une **décision d'adéquation** adoptée par la Commission européenne ;
- des **garanties appropriées**, telles que les [clauses contractuelles types](#) adoptées par la Commission européenne ;
- des **règles d'entreprise contraignantes** ;
- ou, à titre résiduel, l'une des **dérogations** prévues par la réglementation applicable lorsque ses conditions sont réunies.

Lorsque des données sont transférées vers les États-Unis, ces transferts peuvent notamment être encadrés par la décision d'adéquation relative au **EU-U.S. Data Privacy Framework**, lorsque le destinataire concerné relève valablement de ce cadre.

À défaut, d'autres garanties appropriées peuvent être mises en œuvre, telles que [les clauses contractuelles types de la Commission européenne](#).

La personne concernée peut obtenir, sur demande, des informations complémentaires sur les transferts éventuellement mis en œuvre, sur les pays destinataires concernés et sur les garanties applicables. Lorsqu'il est possible de le faire, une copie des garanties pertinentes ou l'indication du lieu où elles ont été mises à disposition peut également être communiquée.

10. Décisions automatisées et profilage

Le responsable de traitement ne met pas en œuvre de décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques à l'égard de la personne concernée ou l'affectant de manière significative de façon similaire.

Si une telle fonctionnalité devait être mise en place ultérieurement, la présente politique de confidentialité serait mise à jour afin de fournir les informations requises sur la logique sous-jacente, l'importance et les conséquences prévues de ce traitement, ainsi que sur les droits dont dispose la personne concernée.

11. Droits des personnes concernées

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et sous réserve des conditions et limites prévues par les textes, la personne concernée dispose de droits sur les données personnelles la concernant.

Droit	Portée du droit
Droit d'accès	Obtenir la confirmation qu'un traitement de données personnelles la concernant est mis en œuvre et recevoir une copie des données ainsi que des informations sur ce traitement
Droit de rectification	Faire corriger des données inexactes ou compléter des informations incomplètes
Droit à l'effacement	Demander la suppression de données personnelles lorsque leur conservation n'est plus nécessaire, lorsque le consentement est retiré, lorsque la personne concernée s'oppose valablement au traitement, ou dans les autres cas prévus par la réglementation applicable
Droit à la limitation du traitement	Obtenir le gel temporaire d'un traitement dans certaines hypothèses prévues par la réglementation applicable
Droit d'opposition	S'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement fondé sur l'intérêt légitime ; en matière de prospection commerciale, ce droit peut être exercé à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif particulier
Droit au retrait du consentement	Retirer à tout moment un consentement précédemment donné, sans effet rétroactif sur la licéité du traitement fondé sur ce consentement avant son retrait
Droit à la portabilité	Recevoir les données personnelles fournies à un responsable de traitement dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et, lorsque cela est techniquement possible, demander leur transmission à un autre responsable de traitement, lorsque ce droit est applicable
Droit de définir des directives post-mortem	Définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données après son décès, lorsque le droit français est applicable

12. Sécurité

Le responsable de traitement met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles.

Selon la configuration du site, des services proposés et des traitements effectivement mis en œuvre, ces mesures peuvent notamment inclure la gestion des habilitations, la limitation des accès, l'authentification, la sauvegarde, la journalisation, la sécurisation des échanges, la mise à jour des composants, la sensibilisation des personnes habilitées, le chiffrement lorsqu'il est pertinent, ainsi que la sélection de prestataires présentant des garanties suffisantes.

Aucune mesure de sécurité ne pouvant toutefois garantir un risque nul, le responsable de traitement s'efforce de limiter l'impact de tout incident, d'identifier rapidement les données concernées, de rétablir le service dans des conditions sûres et de respecter les obligations légales applicables

13. Gestion des violations de données personnelles

Lorsqu'un incident de sécurité constitue une violation de données personnelles, celui-ci est documenté et traité selon sa nature, sa gravité et ses conséquences potentielles.

Si la violation est susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées, elle peut faire l'objet d'une notification à l'autorité de contrôle compétente, dans les conditions prévues par la réglementation applicable.

Si ce risque est élevé, les personnes concernées peuvent également être informées dans les conditions prévues par la réglementation applicable, sauf si une exception légale s'applique.

Le responsable de traitement met alors en œuvre les mesures appropriées afin de contenir l'incident, d'en limiter les effets, d'en analyser les causes, de rétablir la sécurité du service et, le cas échéant, d'améliorer les mesures de protection mises en place.

La présente politique ne décrit pas la procédure interne détaillée de gestion des incidents, mais rappelle la logique applicable : qualification, confinement, remédiation, documentation, notification si nécessaire et amélioration continue des mesures de sécurité

14. Mesure d'audience

Le site peut utiliser des outils de mesure d'audience afin de mieux comprendre sa fréquentation et d'améliorer son fonctionnement.

Les données concernées peuvent inclure, selon la configuration retenue, les pages consultées, le parcours de navigation, le temps passé, les interactions réalisées, le type d'appareil utilisé, le navigateur, le système d'exploitation, la langue, la résolution d'écran et certains événements de consultation.

Ces données sont utilisées afin d'établir des statistiques de fréquentation, de détecter d'éventuels dysfonctionnements, d'améliorer les contenus, l'ergonomie, les performances techniques et, plus généralement, l'intérêt des services proposés sur le site.

Le responsable de traitement privilégie, lorsque cela est possible, une solution limitant au maximum le recours à des cookies tiers et la réutilisation des données pour le compte de tiers.

À ce titre, le site peut utiliser un outil de mesure d'audience configuré de manière à respecter les conditions applicables à l'exemption de consentement.

Dans ce cas, la mesure d'audience repose sur l'intérêt légitime du responsable de traitement à disposer de statistiques strictement nécessaires au pilotage et à l'amélioration du site.

Lorsque l'outil utilisé ne remplit pas les conditions de l'exemption ou lorsqu'il repose sur des traceurs soumis à consentement, aucune collecte soumise à consentement n'est effectuée avant le recueil de l'accord de la personne concernée.

En l'absence de consentement, ces traceurs ne sont pas déposés et les données de navigation correspondantes ne sont pas collectées.

Lorsque la mesure d'audience relève de l'exemption, les paramètres retenus doivent rester strictement limités à cette finalité, sans recoupement avec d'autres traitements, sans transmission à des tiers pour leur propre compte et sans suivi global de la navigation sur d'autres sites.

Lorsque le site met à disposition un module d'opposition propre à l'outil de mesure d'audience utilisé, la personne concernée peut l'utiliser à tout moment dans les conditions indiquées sur le site.

Sauf durée plus courte effectivement appliquée, la durée de vie des traceurs de mesure d'audience est limitée à treize mois maximum et les informations collectées à cette fin sont conservées vingt-cinq mois maximum, puis supprimées, anonymisées ou agrégées de manière à ne plus permettre l'identification des personnes concernées.

15. Les cookies et autres traceurs

Le site peut utiliser des cookies ou autres traceurs techniques, de mesure d'audience, de personnalisation, d'intégration de contenus externes ou de marketing, selon les services réellement installés et la configuration retenue.

Certains cookies ou traceurs sont strictement nécessaires au fonctionnement du site ou à la fourniture d'un service expressément demandé par la personne concernée.

D'autres peuvent être utilisés à des fins de mesure d'audience, de personnalisation, d'intégration de services tiers ou de communication, et nécessitent, lorsque la réglementation l'impose, le recueil préalable du consentement de la personne concernée.

Lorsque le consentement est requis, celui-ci est recueilli dans les conditions prévues par la réglementation applicable, notamment au moyen d'un outil de gestion du consentement permettant à la personne concernée d'accepter, de refuser ou de paramétrer l'utilisation de ces traceurs.

Pour une information plus détaillée sur les catégories de cookies et autres traceurs utilisés, leur finalité, leur durée de conservation, les destinataires concernés et les modalités de gestion des choix exprimés, il convient de se reporter à la politique de cookies du site.

16. Mise à jour de la politique de confidentialité

La présente politique de confidentialité peut être modifiée afin de refléter l'évolution du site, des outils utilisés, des pratiques de traitement ou du cadre juridique applicable.

La version en ligne est celle qui fait foi à la date de consultation.

Il est recommandé de consulter régulièrement la présente politique de confidentialité afin de prendre connaissance de ses éventuelles mises à jour.

La date de dernière mise à jour de la présente politique figure en tête ou en bas du document, selon la présentation retenue.

17. Exercice des droits et réclamation auprès de la CNIL

Pour exercer ses droits ou adresser toute question relative au traitement de ses données personnelles, la personne concernée peut contacter le responsable de traitement à l'adresse suivante : contact@vpcoiffure.fr.

Elle peut également adresser sa demande par courrier postal à l'adresse suivante : 14 rue Alphonse Leporche, 72430, Noyen-sur-Sarthe.

Lorsque cela est nécessaire afin de sécuriser la demande et d'éviter toute communication non autorisée de données personnelles, un justificatif d'identité raisonnable peut être demandé.

Sauf situation particulière, une réponse est apportée dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Ce délai peut être prolongé de deux mois supplémentaires en cas de demande complexe ou multiple.

Si la personne concernée estime, après avoir contacté le responsable de traitement, que ses droits ne sont pas respectés, elle peut adresser une réclamation à la **Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)**.

Elle peut consulter la page dédiée aux plaintes de la CNIL à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

Elle peut également adresser une réclamation par courrier postal à l'adresse suivante :
CNIL – Service des plaintes
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07